

CONVENTION
ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU NIORTAIS ET
L'ASSOCIATION POUR L'INSERTION VIA L'ECONOMIQUE - ATELIERS MECA

Intitulé : «Aide à la mobilité-Développement et animation du parc locatif solidaire »
N° de convention : Pilier Emploi/Développement économique – AIVE Association pour
l'Insertion Via l'Economique - Ateliers Méca
Date de début : 1er décembre 2021
Date de fin : 31 décembre 2022

ENTRE La Communauté d'Agglomération du Niortais
Représentée par **Monsieur Bastien MARCHIVE**, Délégué du Président

d'une part,

ET L'opérateur Association pour l'Insertion Via l'Economique AIVE - Ateliers Méca,
Représenté par **Madame Mariannick SEYS**, Présidente
Domicilié 200 rue Jean Jaurès 79000 NIORT

d'autre part,

VU le Contrat de Ville 2015-2020 signé le 6 juillet 2015

VU le Protocole d'Engagements Réciproques et Renforcés (PERR) prolongeant le Contrat de Ville jusqu'en 2022,

VU l'avis de la 3^{ème} programmation du 24 septembre 2021

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir la nature et le coût de l'opération dénommée « **Aide à la mobilité-Développement et animation du parc locatif solidaire** » ainsi que les modalités de soutien apportées par la CAN. Cette opération intervient dans le cadre du Pilier Emploi/Développement Economique du Contrat de Ville (Protocole d'Engagements Réciproques et Renforcés) et en lien avec le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE).

ARTICLE 2 : MOYENS MIS EN ŒUVRE PAR LE PARTENARIAT

2.1- Par l'association

Ateliers Méca est une plateforme développant des actions mobilité dont les objectifs généraux visent à :

- Développer l'accès direct à la mobilité des demandeurs d'emploi, des personnes en insertion sociale et professionnelle et des jeunes ;
- Favoriser l'accès à l'emploi et ou la formation ;
- Proposer des moyens de mobilité diversifiés adaptés aux besoins du public notamment aux femmes.

C'est pourquoi, dans le cadre de la palette de solutions proposées par Ateliers Méca, figure un service de location de deux et quatre roues. Ce service comprend l'accompagnement, l'animation et la location de scooters, vélos électriques, voitures conventionnelles et quadricycles légers électriques et thermiques.

2.2- Par la Communauté d'Agglomération du Niortais

Cette action s'inscrit dans le cadre des orientations du Contrat de Ville au titre de l'année 2021-2022. C'est pourquoi, après avis émis dans le cadre de la 3ème programmation, la CAN apporte son soutien à l'association, à hauteur de 14 000 Euros.

ARTICLE 3 : PUBLICS BENEFICIAIRES DE L'ACTION

Les publics bénéficiaires de l'action sont des personnes en démarche d'insertion socioprofessionnelle, des Demandeurs d'Emploi de Longue Durée, des bénéficiaires du RSA, des jeunes de moins de 25 ans et des travailleurs handicapés avec une attention particulière pour les habitants des quartiers prioritaires (objectif cible de 20%).

Le nombre de bénéficiaires prévu sur cette action est de 65.

ARTICLE 4 : MODALITES DE DEROULEMENT DE L'ACTION

4.1- Descriptif de l'action

Ce service nécessite un travail coordonné de l'ensemble de l'équipe d'Ateliers Méca. Il fait partie d'un panel de solutions susceptibles d'être proposées aux personnes rencontrant des difficultés de mobilité.

4.1.1-Accueil des bénéficiaires :

L'accueil :

- Procède à l'identification du besoin ;
- Oriente les personnes sur la location adaptée (distance, situation familiale etc...);
- Evalue avec elles l'opportunité d'un conseil mobilité ou d'un achat.

Conscients que la location constitue une solution temporaire, les professionnels proposent systématiquement aux bénéficiaires du service location un accompagnement en conseil mobilité pour la recherche de solutions alternatives pérennes.

4.1.2- Location de deux-roues

Ateliers Méca a constitué un parc de deux-roues en mettant à disposition des vélos à assistance électrique, des scooters électriques et thermiques. Cette offre élargie permet de répondre au plus près des besoins et contraintes du public : coût, distance, facilité d'utilisation pour les femmes etc.

L'activité location nécessite un suivi important tant au niveau technique qu'administratif pour assurer une prestation de qualité.

En effet, l'opérateur est confronté à de nombreuses personnes qui ne respectent pas les termes du contrat, ne rendent pas le véhicule en temps voulu, ou le rendent dégradé, ce qui implique des relances téléphoniques, des courriers ou des dépôts de plainte, démarches chronophages pour le secrétariat.

Les conditions de location sont les suivantes :

- Le permis AM (BSR) – pour les personnes nées après le 31/12/1987 ;
- Location à la semaine (20€-25€ version électrique) ou au mois (60€-75€ version électrique), caution de 260€ ;
- Le contrat est renouvelable, dans la limite de 6 mois de location maximum ;
- Une visite de contrôle mensuelle.

La mise à disposition des deux-roues s'effectue sur prescription.

L'attribution des deux-roues fonctionne sur liste d'attente, par ordre de demande et de priorité. La mise à disposition (lecture et rédaction du contrat), la gestion administrative, la maintenance, les remises en état et les dépannages sont réalisés par Ateliers Méca.

4.1.3- Location de voitures permis B

Afin de diversifier son offre de service et de répondre plus globalement aux besoins de mobilité des personnes notamment au regard des distances et d'un mode de déplacement plus accessible aux femmes, Ateliers Méca propose un service de location de voitures : mise à disposition, gestion administrative et comptable, entretien, réparation et dépannage des véhicules. Ce service est bien implanté aujourd'hui et permet notamment d'éviter des achats dans l'urgence.

13 véhicules dont 1 voiture boîte automatique sont proposés à la location pour le maintien ou la reprise d'activité (emploi ou formation), prioritairement pour les bénéficiaires du RSA et sur l'ensemble du département.

Les conditions de location sont les suivantes :

- Ne pas avoir accès à un autre mode de déplacement ;
- Contrat de travail ou justificatif de formation ;
- Permis de conduire catégorie B ;
- Location à la semaine (45€) ou au mois (150€), caution de 450€ ;
- Le contrat est renouvelable dans la limite de 3 mois de location maximum ;
- Une visite mensuelle de contrôle du véhicule et du permis de conduire est planifiée à la contractualisation.

4.1.4- Location de quadricycle légers

Afin d'élargir son offre de location au plus grand nombre de bénéficiaires, la plateforme propose depuis 2019 la location de 2 quadricycles légers financés par la CAN. Pour répondre aux besoins des publics, l'association projette le développement du parc en investissant dans de nouveaux véhicules. Sensible à la question du développement durable, l'association a fait le choix d'acquérir des véhicules électriques. Toutefois, le public ciblé vit, pour partie, en habitat collectif qui ne permet de recharger son véhicule à proximité du domicile, aussi, l'association diversifie le parc en acquérant également des véhicules thermiques.

Les conditions de location sont les suivantes :

- Ne pas avoir accès à un autre mode de déplacement ;
- Contrat de travail ou justificatif de formation ;
- Permis AM ;
- Location à la semaine (45€) ou au mois (150€), caution de 450€ ;
- Le contrat est renouvelable dans la limite de 3 mois de location maximum. Il pourra être renouvelé à titre exceptionnel lorsque le bénéficiaire a intégré le parcours auto-école, dans l'attente de l'obtention du permis ;
- Une visite mensuelle de contrôle du véhicule et du permis de conduire est planifiée à la contractualisation.

4.2 Modalités de suivi de l'action

L'opérateur associera les services de Niort Agglo aux instances de suivi de l'action.

4.3- Indicateurs de suivis

L'opérateur s'engage à renseigner les indicateurs suivants en précisant pour chacun des items le nombre d'habitants des quartiers prioritaires et le genre (hommes, femmes) :

- Nombre de prescriptions ;
- Nombre de participants, leurs caractéristiques (sexe, âge, niveau de formation, origine géographique...), leur statut (DELD, bénéficiaires de RSA et jeunes sans qualification) ;
- Nombre de semaines de location ;
- Durée moyenne des locations sur chacun des services.

4.4- Moyens humains, matériels et techniques dédiés à l'action :

4.4.1- Moyens humains

L'opérateur s'engage à mobiliser sur l'action les personnels dont la formation et l'expérience permettent la mise en œuvre de l'action dans les meilleures conditions. Dans cet objectif, 0,81 ETP sont dédiés à location de deux-roues et 0,93 ETP sont dédiés à la location de voitures.

4.4.2- Moyens matériels et techniques

L'opérateur s'engage à mettre à disposition les moyens matériels et logistiques nécessaires à la réalisation de l'action.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention sera effectué par virement administratif sur un compte ouvert au nom du porteur de l'action. En cas de réalisation partielle de l'action, le montant du soutien sera revu proportionnellement.

ARTICLE 6 : MISE EN ŒUVRE DU PARTENARIAT

6.1- Utilisation de l'aide

L'association s'engage à utiliser la subvention de la CAN exclusivement pour l'action citée en objet.

6.2- Valorisation

L'association s'engage à préciser le soutien de la CAN lors de toute démarche de communication verbale, écrite et audiovisuelle qu'elle aura initiée ou pour laquelle elle aura été sollicitée. Par ailleurs, un représentant de la CAN sera invité aux points presse que pourrait décider l'association.

La signature graphique du Contrat de Ville en vigueur devra être utilisée sur les supports écrits.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE L'UTILISATION DE L'AIDE

L'association produira à la CAN les documents suivants :

- Les documents comptables établis conformément au plan comptable officiel : compte de résultat, bilan, budget prévisionnel. Sur ces documents figureront toutes les aides directes ou indirectes de la CAN. L'association produira le rapport général sur les comptes annuels qui devront être certifiés par le Président, le Trésorier et deux administrateurs ;
- Un bilan quantitatif, qualitatif et financier des activités réalisées sur les supports de documents remis par le service Cohésion Sociale et Insertion ;
- Un descriptif des objectifs pour la ou les années à venir ;
- Un exemplaire des supports de communication.

L'association s'engage à fournir au Président de la CAN un bilan financier ainsi qu'un compte-rendu d'exécution finale au terme de l'opération.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET

La présente convention porte sur la période du 1^{er} décembre 2021 au 31 décembre 2022.

ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Le non-respect de l'une ou l'autre disposition de la présente convention par l'association entraînera sa résiliation pure et simple après une mise en demeure par lettre recommandée non suivie d'effet sous un délai de 15 jours.

ARTICLE 10 : OPEN DATA

La CAN s'est engagée dans une politique pour l'innovation et le développement numérique faisant une place prioritaire au logiciel libre et à la réutilisation des données publiques conformément à la loi pour une République numérique, n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 et au Livre III du Code des relations entre le public et l'administration, en vigueur au 09 octobre 2016.

Pour cela, elle permettra à des tiers de réutiliser librement les données publiques diffusées sur sa plateforme qui sera accessible sur le NET. Sont expressément exclues de cette démarche les données à caractère personnel ainsi que celles sur lesquelles des tiers détiendraient des droits de propriété intellectuelle.

La collectivité se réserve la possibilité de publier sous une licence de réutilisation publique, qui précise les droits et les obligations rattachés aux données, les données issues de la convention. Lorsque les données produites dans le cadre de la convention font partie des données mentionnées dans le référentiel national Socle Commun des Données Locales, le titulaire des données sera tenu de les transmettre à la collectivité dans les formats décrits dans le référentiel disponible : <https://scdl.opendatafrance.net/docs/>.

Les formats de transmission des données autres que celles mentionnées dans le référentiel national Socle Commun des Données Locales seront proposés à la validation de la collectivité. La collectivité se réserve le droit de faire modifier ce format si celui-ci ne lui convient pas.

Les données autres que celles mentionnées dans le référentiel national Socle Commun des Données Locales seront transmises à la collectivité sous un format ouvert défini en accord avec la collectivité.

Fait à Niort, le

La Présidente d'AIVE

**Le Délégué du Président de la Communauté
d'Agglomération du Niortais**

Madame Mariannick SEYS

Monsieur Bastien MARCHIVE